



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 1773

Texte de la question

CHIFFRES DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Monsieur le Premier ministre, il y a eu 52 400 demandeurs d'emploi supplémentaires pour le seul mois d'octobre. Ce chiffre, deux fois supérieur à celui du mois de septembre, révèle que la crise n'est pas terminée et qu'au contraire, elle constitue une réalité chaque jour plus dramatique pour nos concitoyens. Encore faut-il rappeler que les licenciés économiques bénéficiaires de conventions de reclassement personnalisé ou de contrats de transition professionnelle ne figurent pas dans ces statistiques.

Les jeunes apparaissent comme les premières victimes de la crise, à tel point qu'aujourd'hui beaucoup estiment appartenir à une génération sacrifiée.

En réaction à ces chiffres catastrophiques, M. le secrétaire d'État à l'emploi a déclaré : " Je pense qu'à partir de 2010, on aura besoin de mesures plus offensives. " Où sont-elles ? Le budget pour 2010 ne comporte aucune mesure ni aucun financement à la hauteur de ce défi. (*" Rien ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Dans le même temps, vous maintenez l'encouragement aux heures supplémentaires, machine à détruire des emplois sur fonds publics. Supprimez cette mesure, et avec les 3 milliards d'économie qui en résulteront, nous vous proposons de créer 150 000 emplois pour les jeunes dans le domaine de l'environnement.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

L'État lui-même participe à la destruction d'emplois en supprimant à nouveau 32 000 emplois, ce qui constitue le plus grand plan social de France. Avec les 3 milliards accordés aux restaurateurs sans contrepartie préalable, vous auriez pu conserver tous les postes de la fonction publique que vous avez supprimés ces dernières années.

Le chômage de longue durée augmente et des centaines de milliers de demandeurs d'emploi vont se trouver en fin de droits, c'est-à-dire en risque d'exclusion sociale. Pour protéger ces victimes de la crise, nous vous demandons de proroger leurs droits d'indemnisation de six mois.

L'emploi est de loin la première préoccupation, j'allais dire la première angoisse, des Français. Si vous voulez vraiment renforcer l'identité nationale, alors répondez aux Français que vous allez enfin mesurer l'ampleur de la crise et enfin prendre des mesures fortes pour combattre le fléau du chômage qui menace notre cohésion sociale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Patrick Roy. Et du chômage !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Comme vous l'avez dit, monsieur le député, les chiffres du mois d'octobre ont clairement montré que, sur le front de l'emploi, nous n'étions pas sortis de la crise. Cependant, nous ne devons pas nous laisser abuser par le yo-yo des marchés financiers : la crise est avant tout une crise sociale et humaine et, comme le Président de la République l'a toujours dit, c'est sur le front de l'emploi qu'elle se joue.

La sortie de la crise va nécessiter beaucoup de sang-froid de notre part. Il y aura des mois aussi durs que le mois d'octobre ; d'autres nous apporteront de bonnes nouvelles, mais il ne faudra pas céder à un excès d'optimisme en considérant que la crise est derrière nous. Nous devons garder le cap qui nous a été fixé par le Premier ministre et par Christine Lagarde : faire tourner à plein régime tous les outils de la politique de l'emploi

que nous avons élaborés conjointement avec les partenaires sociaux ; par exemple, faire tourner à plein régime le dispositif d'activité partielle, amélioré par les partenaires sociaux ; faire tourner à plein régime et avec zéro charge les embauches dans les toutes petites entreprises ; essayer, comme vous y avez fait référence, de travailler sur le front de l'emploi des jeunes, avec le développement de l'apprentissage et des contrats de professionnalisation ; enfin, en ce qui concerne la baisse de la TVA dans la restauration, que vous avez également évoquée, faire en sorte que cette mesure puisse bénéficier aux jeunes, avec une augmentation de l'apprentissage dans ce secteur. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Patrick Lemasle. C'est de l'incantation !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Toutes ces mesures ne doivent pas se faire par à-coups, à grand renfort de marketing politique ; elles nécessitent au contraire un travail sur la durée, tous les partenaires oeuvrant ensemble à améliorer les choses sur le front de l'emploi.

Je veux vous dire que j'ai été un peu choqué des déclarations faites par Benoît Hamon au lendemain de la parution de ces chiffres sur le chômage, dans une tonalité très éloignée de celle que vous avez employée aujourd'hui. M. Hamon...

M. Maxime Gremetz. On n'attaque pas les absents ! Y a-t-il un député Benoît Hamon ?

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. ...a cru bon de déclencher une polémique purement politicienne et personnelle en traitant le directeur de Pôle emploi de canaille. Je préfère votre ton, monsieur Vidalies, car vous vous situez sur le terrain des propositions et c'est ce qu'attendent nos compatriotes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1773

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 décembre 2009